

COMMUNE DE LE MENE

Département des Côtes d'Armor

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

CURAGE ET EPANDAGE DES LAGUNES DE PLESSALA

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

CHAPITRE I – GENERALITES.....	3
Article 1 -OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.1 -Objet du marché.....	3
1.2 -Titulaire du marché.....	3
1.3 -Sous-traitance.....	3
1.4 -Lots.....	3
1.5 -Tranches.....	3
1.6 -Organisation de l'intervention.....	3
1.7 -Conduite d'opération.....	3
1.8 -Contrôle technique.....	3
1.9 -Travaux intéressant la défense.....	3
1.10 -Contrôle des prix de revient.....	3
1.11 -Mission O.P.C.....	3
1.12 -Coordination HSPS.....	3
Article 2 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	3
2.1 -Pièces particulières.....	3
2.2 -Pièces générales non matériellement incorporées.....	3
2.3 -Nantissement – Cession de créance – Pièces à délivrer au titulaire.....	3
Article 3 -T.V.A.....	4
Article 4 -CAUTIONNEMENT.....	4
Article 5 -PRIX.....	4
5.1 -Forme du prix.....	4
5.2 -Mode d'établissement du prix du marchéLe prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du «mois mo», fixé dans l'acte d'engagement.....	4
5.3 -Choix de l'index de référence.....	4
5.4 -Modalité d'actualisation des prix.....	4
Article 6 -REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....	4
6.1 -Rythme des règlements.....	4
6.2 -Réception des documents - achèvement de la mission.....	4
6.3 -Pénalités.....	5
6.4 -Délai de paiement.....	5
6.5 -Règlement en cas de co-traitants ou de sous-traitants payés directement.....	5
6.6 -Action directe d'un sous-traitant.....	5
Article 7 -ORDRE DE SERVICE.....	6
Article 8 -DELAIS D'EXECUTION.....	6
Article 9 -ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	6
Article 10 -DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES.....	6
Article 11 -ASSURANCES.....	6
Article 12 -DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	6

CHAPITRE I – GÉNÉRALITÉS

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 - Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché de prestations de service pour le curage et l'épandage des boues issues du curage des lagunes de finition de Plessala de la commune de LE MENE.

1.2 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le Prestataire", sont précisées à l'Acte d'Engagement.

1.3 - Sous-traitance

Le Prestataire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître de l'Ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G..

1.4 - Lots

L'opération comporte un lot unique : curage et épandage des boues sur des terres agricoles ainsi que surveillance des opérations.

1.5 - Tranches

Sans objet.

1.6 - Organisation de l'intervention

Les spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Article 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 - Pièces particulières

- a) l'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes ;
- b) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- c) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;

2.2 - Pièces générales non matériellement incorporées

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) du 3 mars 2014 ou en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois mo).

2.3 - Nantissement – Cession de créance – Pièces à délivrer au titulaire

Il sera fait application de l'article 4.2 du C.C.A.G..

Article 3 - T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent C.C.A.P. sont exprimés hors T.V.A.

Article 4 - CAUTIONNEMENT

Le Prestataire est dispensé du cautionnement.

CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 5 - PRIX

5.1 - Forme du prix

Le prix est ferme actualisable suivant les modalités fixées à l'article 5.4. ci-après.

5.2 - Mode d'établissement du prix du marché

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du «mois mo», fixé dans l'acte d'engagement.

Le montant du marché est global, forfaitaire, et indépendant du volume de boues réellement curé.

5.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire du marché est l'index ingénierie I (base 100 en janvier 2010).

5.4 - Modalité d'actualisation des prix

Le montant du marché est traité à prix ferme actualisable.

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date du prix initial (considéré comme étant le dernier jour du mois mo études figurant à l'acte d'engagement) et la date de notification du marché. Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (CI) donné par la formule :

$$CI = \frac{Im - 3}{Io}$$

dans laquelle :

Io : index ingénierie du mois mo Etudes (mois d'établissement du prix) ;

Im - 3 : index ingénierie du mois antérieur de trois mois au mois "m" contractuel de l'ordre de service relatif à l'étude, objet du marché.

Le coefficient est arrondi au 1/1000^e supérieur.

Article 6 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

6.1 - Rythme des règlements

Le règlement des sommes au titulaire fera l'objet d'un seul et unique versement à la fin de la mission (réception des rapports d'intervention).

6.2 - Réception des documents - achèvement de la mission

La personne responsable du marché dispose, pour procéder aux vérifications et pour notifier sa décision, d'un délai de 1 mois à compter de la réception des documents prévus au présent marché.

A l'issue des vérifications, la personne responsable du marché prononce la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations. La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte sans réserve l'étude exécutée.

Si la personne responsable du marché ne notifie pas sa décision dans le délai de un mois précité, les prestations sont considérées comme reçues avec effet à compter de l'expiration du délai.

6.3 - Pénalités

En cas de retard dans l'exécution des travaux, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 50€.

En cas d'impossibilité technique de réaliser le curage, ou d'impossibilité d'épandre les boues du fait de retards imputables au prestataire, la totalité des frais engagés pour reporter l'opération sera à la charge du prestataire.

Les rapports d'intervention à remettre après exécution par le prestataire sont définis dans le C.C.T.P., et devront être remis au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant la réception des opérations. En cas de retard passé ce délai, une pénalité de 100 Euros H.T. par jour de retard sera appliquée. Autres pénalités

En cas de non participation à une réunion à laquelle il a été dûment convoqué, ou prévue dans le cadre des conditions d'exécution de sa mission, le titulaire subira une pénalité de 80€ par absence.

Passé le délai donné à l'entreprise pour le nettoyage ou la remise en état des sites et voiries, il pourra lui être appliquée une pénalité de 100 Euros H.T. par jour de retard.

La pénalité prend fin au jour d'achèvement du nettoyage ou de la remise en état desdits sites et voiries.

6.4 - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est fixé conformément à la réglementation existante à 30 jours (**Décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique**).

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des **intérêts moratoires** est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. (...).

Le montant de l'**indemnité forfaitaire** pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

6.5 - Règlement en cas de co-traitants ou de sous-traitants payés directement

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte un tableau indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de l'actualisation des prix prévue.

La signature de ce tableau par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant solidaire, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

6.6 - Action directe d'un sous-traitant

Dans le cas où un sous-traitant qui ne peut bénéficier du paiement direct exerce l'action directe, en vue de se faire régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire, la personne responsable du marché retient les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, la personne responsable du marché paie le sous-traitant ; les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

CHAPITRE III – DELAIS – PENALITES POUR RETARD

Article 7 - ORDRE DE SERVICE

Le démarrage de la mission est prescrit par ordre de service.

Article 8 - DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution devront être conformes à l'acte d'engagement.

Le constat d'achèvement des travaux sera prononcé lors de l'état des lieux final.

Article 9 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du Prestataire s'achève à la réception des rapports d'intervention.

CHAPITRE V – CLAUSES DIVERSES

DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES

En dérogation à l'article 34.1 du CCAG ; les contributions et réparations pour les dégradations éventuelles aux voies publiques ou privées sont entièrement supportées par le prestataire.

Article 10 - ASSURANCES

Avant la signature de son marché, le prestataire (en la personne de chacune de ses composantes) devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance en cours de validité garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature causés par son activité conformément aux dispositions des articles 1382 et 1386 du code civil.

Article 11 - DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé	Articles du C.C.A.P. par lesquels sont introduites ses dérogations
4.1	2.1
14	6.4
34.1	9

Lu et accepté,

A , le

Le Prestataire,